



ASIE/LIBAN - Contrariété de l'Eglise maronite à l'hypothèse d'un gouvernement « neutre » et au report des élections présidentielles

Beyrouth (Agence Fides) – Les hauts représentants de l'Eglise maronite sont contraires à l'hypothèse de la création d'un gouvernement « de fait » ne représentant pas les équilibres des forces politiques oeuvrant dans le pays des Cèdres. C'est ce qu'a déclaré S.Exc. Mgr Boulos Nabil El-Sayah, se référant à des considérations attribuées à la Curie maronite. « Bkerkè (siège du Patriarcat maronite NDR) est contraire à un gouvernement « du fait accompli » dans la mesure où cela constituerait une provocation, causerait des réactions contraires et où il n'obtiendrait pas la confiance du parlement » a expliqué l'Evêque dans un entretien publié dans les colonnes du quotidien Al-Joumhouria. L'hypothèse de la création d'un tel gouvernement représente, selon l'Evêque maronite, un danger pour « l'ensemble de la société libanaise » parce qu'il risque d'alimenter les dérives conflictuelles qui secouent déjà le pays après la récente vague d'attentats.

L'impasse politique dans laquelle se trouve le pays depuis huit mois suite aux veto croisés des deux blocs politiques s'opposant dans le pays – la coalition du 8 mars et celle du 14 mars – semble insoutenable alors que le pays parait une nouvelle fois sur le bord du gouffre. La coalition du 8 mars – qui comprend le parti chiite Hezbollah et le Courant patriotique libre conduit par le GB(2S) Michel Aoun – a proposé la formation d'un gouvernement au sein duquel 9 ministres seraient issus de chacune des deux coalitions opposées et 6 ministères attribués à des centristes indépendants. A cette proposition, s'oppose l'idée d'un gouvernement « neutre », visant à une sortie du Hezbollah du gouvernement et dont un effet collatéral serait probablement le renvoi des élections présidentielles, prévues pour mai prochain. (GV) (Agence Fides 03/01/2014)